

Commune de Villafans

Département de la Haute Saône

Dossier d'enquête publique

Zonage d'assainissement

Renaud LADAME
Chargé d'Affaires

Sommaire

1	Préambule	4
2	Introduction au zonage d'assainissement et au dossier d'enquête publique	5
3	Synthèse de l'étude	8
3.1	Données générales sur la commune	8
3.1.1	Généralité.....	8
3.1.2	Population	9
3.1.3	Habitat.....	9
3.1.4	Document d'urbanisme.....	9
3.1.5	Eau potable	9
3.1.1	Activités professionnelles	10
3.1.2	Milieu naturel	10
3.1.1	Zone NATURA 2000.....	14
3.2	Description sommaire du collecteur communal.....	15
3.2.1	Collecteur communal.....	15
3.2.2	Station d'épuration	15
3.2.3	Assainissement non collectif.....	16
3.3	Etude des contraintes à l'assainissement non collectif	17
3.3.1	Définition des contraintes d'habitat et de milieu	17
3.3.2	Données pédologiques et géologiques	17
3.3.3	Contraintes à la mise en place de l'assainissement non collectif	18
3.3.4	Contraintes de milieu	20
4	Définition du zonage d'assainissement.....	22
4.1	Zone d'assainissement collectif	22
4.1.1	Règle du service d'assainissement collectif	22
4.1.2	Travaux et investissement en zone d'assainissement collectif.....	23
4.1.3	Incidences financières en zone d'assainissement collectif.....	26

4.2	Zone d'assainissement non collectif	27
4.2.1	Délimitation de la zone d'assainissement non collectif.....	27
4.2.2	Travaux et investissement en zone d'assainissement non collectif.....	27
4.2.3	Filières d'assainissement règlementaire	28
4.2.4	Incidence financière en zone d'assainissement non collectif	29
4.2.5	Règles du service d'assainissement non collectif	31
4.3	Gestion des eaux pluviales.....	31
Annexes.....		34
Annexe 1 : Plan du collecteur communal		
Annexe 2 : Schéma de travaux d'assainissement collectif		
Annexe 3 : Plan de zonage d'assainissement		
Annexe 4 : Règlement du SPANC		
Annexe 5 : Arrêté préfectoral portant décision au cas par cas en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement du zonage d'assainissement de Villafans		
Annexe 6 : Règlement d'assainissement collectif (projet)		
Annexe 7 : Délibération du Conseil Municipal concernant la proposition du plan de zonage d'assainissement		

1 Préambule

La commune de Villafans est localisée 5km au nord -Est de Villersexel et 30 km au Nord de Baume-les Dames.

La commune est localisée en tête du bassin versant du ruisseau Noyes Vergers.

Une étude schéma directeur a été réalisée en 2005. A l'époque un comparatif technico économique a été réalisé entre la mise en place d'un dispositif épuratoire sur la commune et la réhabilitation des filières d'assainissement non collectif.

Le Conseil Municipal avait retenu la solution d'assainissement non collectif ; le zonage d'assainissement avait été soumis à enquête publique (21 novembre 2008).

En 2018, le Conseil Municipal envisage de passer en assainissement collectif avec un raccordement sur la STEP de Villersexel ou la mise en place d'un dispositif épuratoire sur Villafans

Une mise à jour des documents a été réalisée à partir de janvier 2019.

A l'issue de cette étude de zonage d'assainissement, la commune de Villafans a arrêté son choix dans le domaine de l'assainissement collectif et non collectif.

Ce dossier d'enquête publique a pour but de présenter aux habitants le choix de ces périmètres, tout en répondant à l'article R2224-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce dossier comporte trois chapitres :

- ***Introduction au zonage d'assainissement et au dossier d'enquête publique,***
- ***Une synthèse de l'étude de zonage,***
- ***La délimitation du zonage d'assainissement proposé par les élus aux habitants.***

2 Introduction au zonage d'assainissement et au dossier d'enquête publique

Objectifs du zonage d'assainissement

Le zonage définit la façon dont les eaux usées vont être gérées sur les différentes zones du territoire communal au vu de plusieurs critères principaux : l'assainissement existant, l'aptitude des sols et le coût de chaque possibilité technique.

Le zonage d'assainissement est étroitement lié aux perspectives de développement communal et se doit d'être cohérent avec les documents d'urbanisme de la commune.

Au même titre que le document d'urbanisme, celui-ci est évolutif, ne crée pas de droits acquis aux tiers. Ce n'est pas non plus un document de programmation de travaux.

Cadre réglementaire du zonage d'assainissement

La loi sur l'eau du 30 décembre 2006 indique que chaque commune doit délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif (article L2224-10 du Code des Collectivités Territoriales).

Les obligations des communes en matière d'assainissement sont précisées dans le Code Général des Collectivités Territoriales (Chap. « assainissement », art. L 2224-7 à L 2224-12). Celles-ci doivent maîtriser leurs eaux usées en mettant en place un service d'assainissement chargé de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées (en zone d'assainissement collectif) et en assurant le contrôle, et éventuellement le traitement des matières de vidange et à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif (en zone d'assainissement non collectif).

Définition des zones d'assainissement collectif et non collectif

La proposition des zones d'assainissement collectif et non collectif fait suite à l'étude de zonage d'assainissement dans laquelle ont été étudiées les possibilités d'assainissement de chaque habitation en fonction de l'existant et des contraintes, tout en respectant la réglementation en vigueur.

Cette étude comprend :

- une analyse des caractéristiques de la commune, permettant la définition de zones homogènes,
- une étude des contraintes à la mise en place de l'assainissement non collectif sur les secteurs non raccordés à un système de traitement collectif,
- un comparatif technico-économique des solutions d'assainissement.

Les conclusions de cette étude permettent à la commune de choisir les solutions adaptées à chaque secteur et de définir (article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par loi n°2006-1772) :

- Les zones d'assainissement collectif où la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux strictement domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où la commune est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elle le décide le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Ce dossier synthétise les différents éléments ayant amené le conseil communautaire à se prononcer.

Le conseil municipal a approuvé par délibération le projet de zonage (présenté en annexe)

Le zonage d'assainissement sera validé et / ou modifié après enquête publique et avis de commissaire enquêteur par le conseil communautaire.

L'enquête publique

C'est avant tout une obligation réglementaire, d'après l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les objectifs de l'enquête publique sont :

- **l'information du public sur le projet de zonage d'assainissement,**
- **l'information du public sur les règles propres en matière d'assainissement,**
- **le recueil de ses observations sur les règles techniques et financières appliquées en matière d'assainissement de la commune.**

Un lexique en fin de document reprend les définitions des principaux termes techniques employés dans ce rapport.

Instruction DREAL -

Le décret 2012-616 du 2 mai 2012 introduit la notion d'examen au cas par cas pour déterminer l'éligibilité à évaluation environnementale de certains documents de planification relevant du code de l'environnement.

Les zonages d'assainissement prévus par les 1° à 4° de l'article L2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales font partie de ces documents de planification et sont donc susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas, tel que le prévoit l'article R. 122-17-2 du code de l'environnement.

Pour tous les examens au cas par cas des zonages d'assainissement prévus par les 1° à 4° de l'article L2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales, le préfet de département est l'Autorité environnementale.

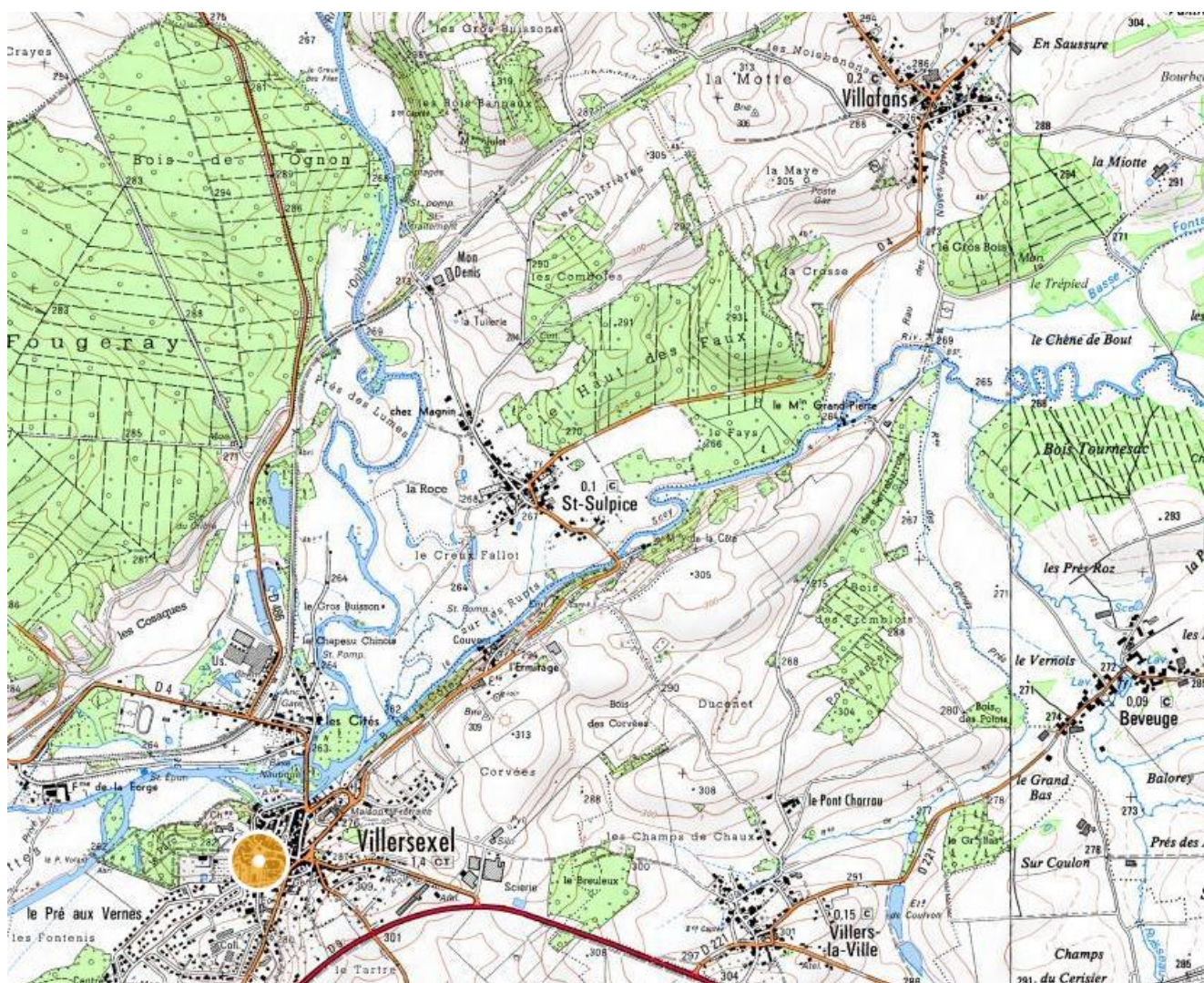
L'objectif de cette procédure d'examen au cas pas cas est de permettre à l'autorité environnementale de se prononcer, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour la personne publique responsable de réaliser l'évaluation environnementale de son plan (arrêté présenté en annexe 7).

3 Synthèse de l'étude

3.1 Données générales sur la commune

3.1.1 Généralité

La commune de Villafans est localisée 4 km au Nord-Est de Villersexel et 11 km au Sud de Lure.
La commune est localisée en tête du bassin versant du ruisseau des Noyes Vergers.



Source Géoportail

3.1.2 Population

La commune comprenait 208 habitants (INSEE 2015).

	1982	1990	1999	2006	2010	2015	2019
Population	160	149	154	186	196	208	214

Données INSEE

3.1.3 Habitat

	2015
Ensemble	106
Résidences principales	84
Résidences secondaires ou occasionnels	16
Vacants	6

3.1.4 Document d'urbanisme

La commune ne dispose d'aucun document d'urbanisme.

3.1.5 Eau potable

L'eau potable est fournie par le syndicat des eaux des 7 communes.

Evolution de la consommation AEP	2014	2015	2016
m ³ /an	9 389	10 372	9 980

La consommation moyenne est de 130 l/j par habitant.

Il n'existe pas de périmètre de protection de captage AEP sur la commune.

3.1.1 Activités professionnelles

Pas d'activités professionnelles particulières sur la commune.

Présence de chambres d'hôte (-5chambres) et d'une salle des fêtes d'une capacité de 45 personnes.

3.1.2 Milieu naturel

3.1.2.1 Réseau hydrographique

La commune est localisée dans le bassin versant du Rognon et le sous bassin versant du ruisseau des Noyes Vergers.

Ce ruisseau prend sa source dans le bois au Nord du village. Le ruisseau se déverse dans le Rognon à 800 m en aval du village.

Aucune mesure sur le milieu récepteur n'est disponible dans la base de données de l'Agence de l'Eau.

La station suivie la plus proche est localisée sur le Scey : Bon état écologique et très bon état chimique.

L'objectif du bon état est maintenu à 2015.

Dans le cadre du SDA de 2005, une campagne de mesures a été réalisée : mesures physico chimique et IBGN.

Les stations de mesures étaient localisées en amont du village et en aval du village.

Les mesures montrent une dégradation de la qualité du cours lors de la traversée du village.

	Débit (m³/h)	D.C.O.	D.B.O.	Azote K	Phosphore total	pH
MESURE MILIEU RECEPTEUR AMONT						
Concentrations (mg/l)	10,0 m³/h	<30	1,3	1,5	0,12	7,5
Charges de pollution		<55 EH	5 EH	24 EH	6 EH	

	Débit (m³/h)	D.C.O.	D.B.O.	Azote K	Phosphore total	pH
MESURE MILIEU RECEPTEUR AVAL						
Concentrations (mg/l)	24,2 m³/h	<30	1	4,9	0,37	7,3
Charges de pollution		<134 EH	10 EH	189 EH	43 EH	

Les IBGN n'ont été réalisés qu'à l'aval de la commune.

Les résultats sont synthétisés dans le tableau suivant.

<i>Nombre de taxons</i>	<i>Taxon indicateur</i>	<i>Note (/20)</i>	<i>Classe qualité</i>
12	<i>Gammaridae (G.I. = 2)</i>	5	Orange

La note I.B.G.N. est de 5 sur 20, ce qui est médiocre. Le groupe indicateur est représenté par la famille des *Gammaridae*, dont la polluosensibilité est faible : 2 sur une échelle allant de 1 (résistant à la pollution) à 9 (très sensible vis-à-vis de la pollution). Le nombre de taxons est de 12, ce qui est une valeur basse.

L'analyse de la liste faunistique met en évidence :

- le nombre d'individus récoltés extrêmement faibles (301 animaux prélevés),
- l'absence d'ordres entiers d'insectes comportant pourtant des familles peu polluosensibles (éphéméroptères et trichoptères notamment).

<i>pH</i>	<i>Conductivité</i>	<i>Concentration en O₂</i>	<i>Saturation en O₂</i>
7,3	490 µS/cm	3,77 mg/L d'O ₂	38,5 %

- la conductivité est tout juste supérieure aux valeurs généralement observées en rivière.
- les deux paramètres concernant l'oxygène sont bas.

Les résultats présentés ci-dessus indiquent que le ruisseau de Villafans présente un certain nombre de dysfonctionnements, les plus préjudiciables étant liés à la qualité de l'eau (groupe indicateur faible, oxygénation basse), alors que les capacités habitationnelles sur le secteur prélevé sont globalement satisfaisantes.

3.1.2.2 Zone inondable

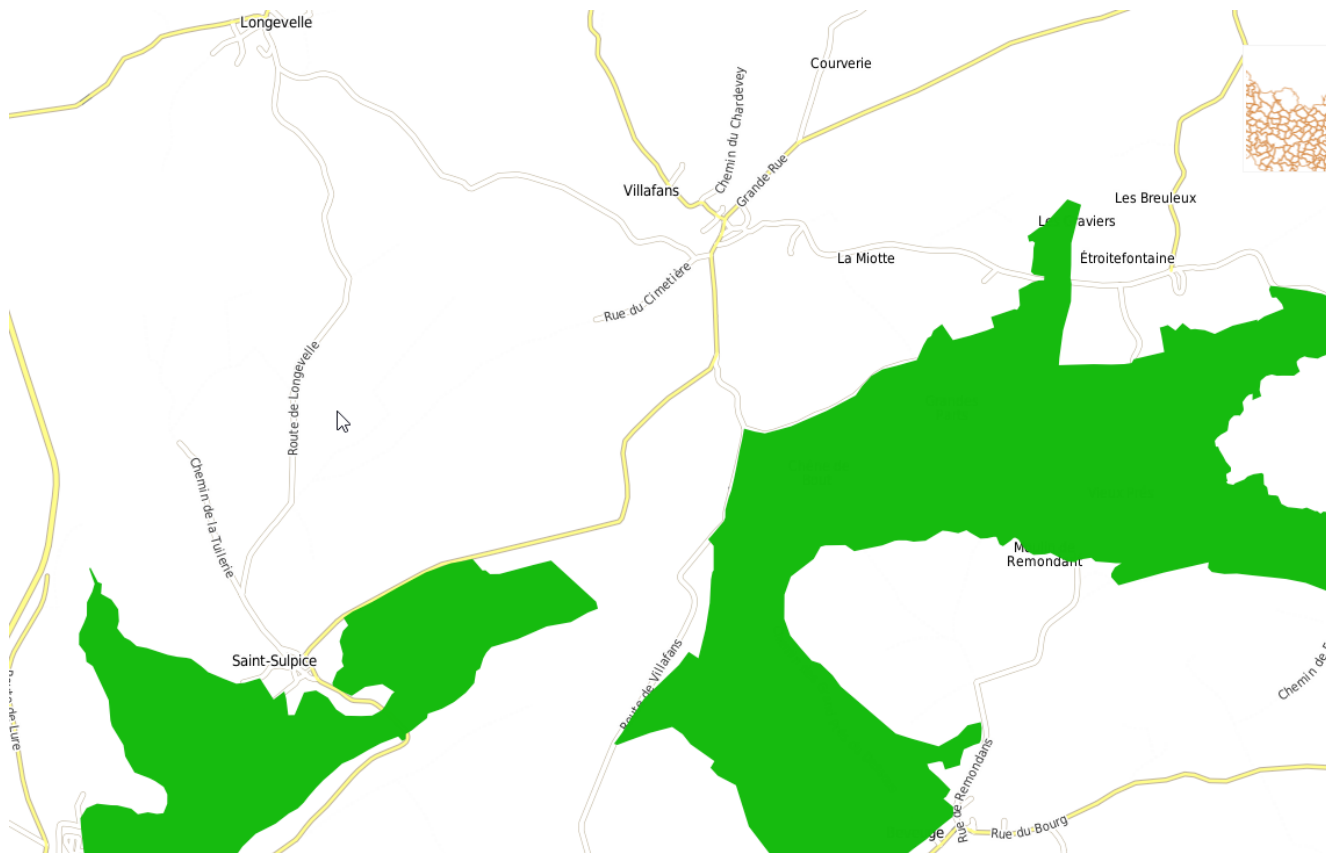
Aucune zone inondable n'apparaît sur inondations-nappe.

Aucun arrêté préfectoral pour les risques d'inondation.

3.1.2.3 Zone naturelle

Une ZNIEFF (zone naturelle à intérêt faunistiques et floristiques) est présente sur le territoire communal :

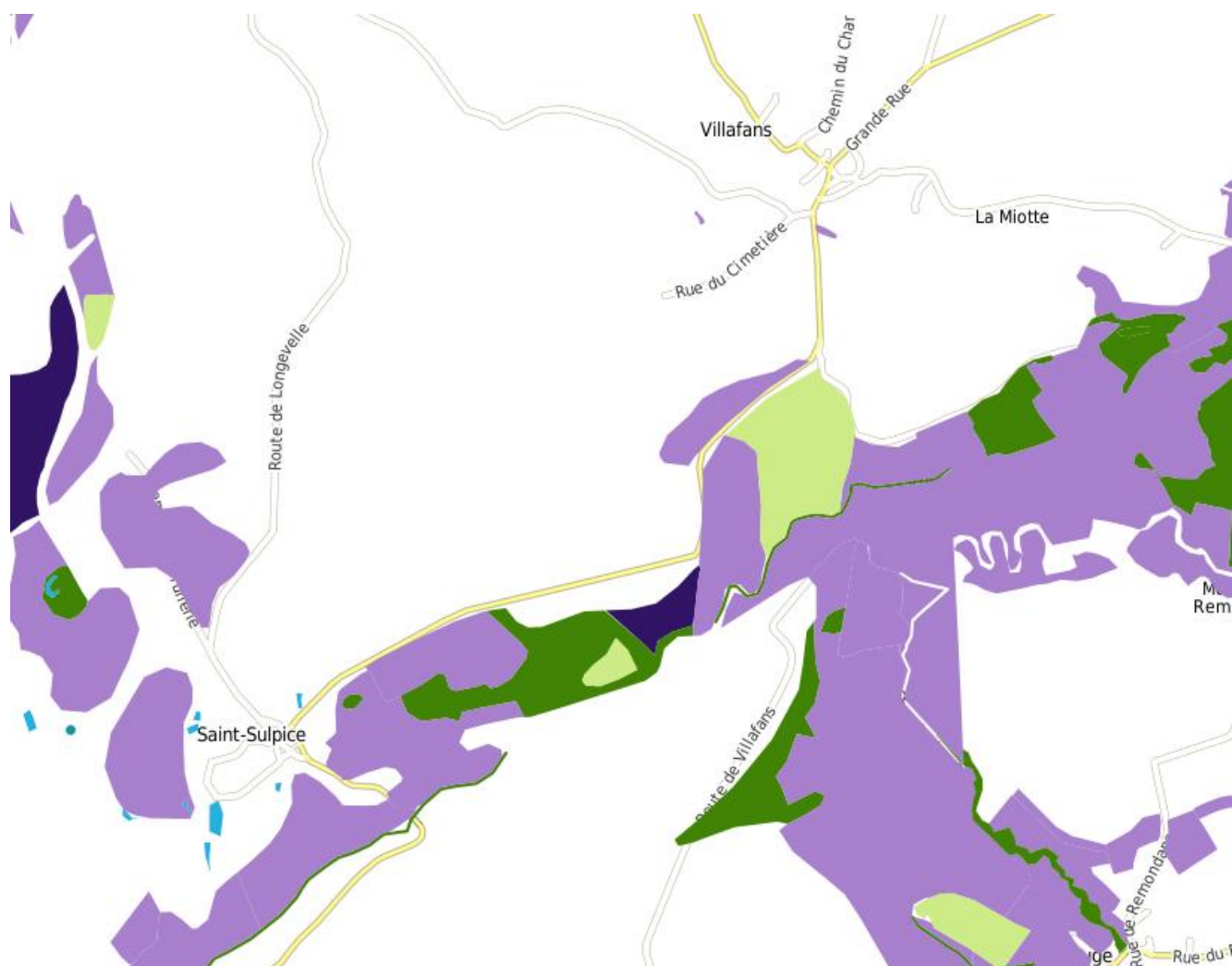
- type I : Prairies et forêts humide du Scey et du Rognon
Amont de la confluence du Scey et de l'Ognon,



Surface des ZNIEFFs en vert sur le plan

3.1.2.4 Zone humide

De nombreuses zones humides sont présentes sur Villafans, en aval du village.



Carte source DREAL

3.1.1 Zone NATURA 2000

Néant

3.2 Description sommaire du collecteur communal

3.2.1 Collecteur communal

Une reconnaissance des réseaux a été réalisée début janvier 2019 par temps sec.

Le réseau pluvial est très ramifié. Il est composé d'une dizaine de branches indépendantes. Chaque branche se déverse dans un fossé ou le ruisseau.

Ce réseau est un réseau pluvial drainant une quantité d'eaux claires parasites très importantes.

Ces ECP proviennent :

- des fontaines (Grande rue, rue de l'Oratoire)
- des fossés raccordés en tête de réseau : rue du cimetière, rue du Bouchot, rue de l'Oratoire
- des infiltrations dans le réseau : dans le réseau face à l'Eglise, rue du Bouchot (en amont)
- rejet AEP dans le réseau au niveau de la mairie
- des sources raccordées au réseau : Grande Rue Nord, et 2 Grande Rue Sud

Entre l'Eglise et la Mairie, les regards sont en pierre sèche.

Des débits importants d'eaux claires parasites s'écoulent dans le réseau, non compatible avec la mise en place d'un dispositif épuratoire.

Un passage caméra a été réalisé en 2018, il met en évidence le mauvais à très mauvais du réseau sur de nombreux tronçons, avec des entrées d'eaux claires et des fissures...

3.2.2 Station d'épuration

Néant

3.2.3 Assainissement non collectif

Les diagnostics initiaux réalisés en 2012 par le SPANC de la CC du Pays de Villersexel et ce que nous avons observé sur le terrain permettent d'avoir une image des installations existantes.

La synthèse des diagnostics initiaux est la suivante :

- 90 installations ont été contrôlées
- 12 habitations seulement sont équipées d'une filière de traitement complète et récente, ou acceptable
- au moins 4 habitations ne disposent d'aucun dispositif d'assainissement non collectif.

Les autres habitations sont équipées de fosses toutes eaux ou septiques parfois complétées par un dispositif de traitement obsolète.

3.3 Etude des contraintes à l'assainissement non collectif

3.3.1 Définition des contraintes d'habitat et de milieu

L'arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, sur les prescriptions techniques indique notamment que les eaux usées domestiques doivent être traitées par « Les installations d'assainissement non collectif qui peuvent être composées de dispositifs de prétraitement et de traitement utilisant le pouvoir épuratoire du sol » ou un sol reconstitué,

Les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par l'intermédiaire de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques.

La mise en place d'une filière d'assainissement non collectif nécessite la prise en compte d'un certain nombre de contraintes. Deux types de contraintes majeures sont à distinguer.

Les contraintes d'habitat :

- La surface disponible sur la parcelle pour accueillir un assainissement non collectif,
- L'aménagement du terrain
- Les contraintes techniques et l'accessibilité,
- La présence d'un exutoire pour évacuer les eaux usées traitées
- La présence d'un captage pour l'alimentation en eau potable.

Les contraintes de milieu :

- La topographie,
- Les zones inondables
- La géologie

3.3.2 Données pédologiques et géologiques

D'après la carte géologique, la commune de Villafans repose sur des marnes dite de Levallois. Des dépôts éoliens et alluviaux sont présents dans le fond de vallon.

Des sondages à la tarière manuelle réalisée lors de l'étude de 2005 à l'entrée Sud de la commune, mettent en évidence ces dépôts marneux.

Les tests de perméabilité réalisés donnent des valeurs de l'ordre de 4 mm/h (terrain très peu perméable).

Des venues d'eau sont observées dans les sondages.

6 sondages ont été réalisés sur la partie amont de la rue du Bouchot. Les perméabilités mesurées étaient inférieures à 4 mm/h.

Les filières d'assainissement devront être de type drainées.

3.3.3 Contraintes à la mise en place de l'assainissement non collectif

3.3.3.1 Contraintes d'habitat

❖ Surface minimale

*Pour implanter un dispositif d'assainissement non collectif une **surface minimale** est nécessaire.*

Pour un appartement de 5 pièces principales, dispositif de traitement classique (lit filtrant à flux vertical drainé ou non) doit avoir une superficie de 25 m (5 m par 5 m).

Compte tenu des prospectus fixés par le D.T.U. 64.1 ; distance de 3 m par rapport aux limites de propriété et 5 m par rapport à la maison, (Norme française régissant l'assainissement non-collectif) la surface minimale dont doit disposer la parcelle est de 11 m par 13 m, soit 143 m².

Il est admis que pour accueillir convenablement une filière d'assainissement non collectif classique, une parcelle doit avoir une surface d'environ 600 m².

*Pour les parcelles disposant de peu de surface, l'**arrêté modificatif du 24 décembre 2003**, prévoit pour les habitations de 5 pièces principales au plus la possibilité de mettre en place un filtre compact appelé « **lit à massif de zéolithe** » dont la surface est de 5 m².*

Depuis fin 2010, des filières compactes ont reçu l'agrément du ministère du développement durable

La vérification de la surface disponible est basée sur un filtre classique comme défini auparavant, dans la mesure où, si la surface est suffisante pour ce type de filtre, elle le sera pour une filière compacte.

➡ 2 cas de figures sur Villafans :

- Les habitations disposant de place suffisante : les habitations récentes aux différentes entrées du village
- les habitations anciennes de cœur de village, souvent mitoyenne, édifiées le long de la voirie. La structure de l'habitat ne permet pas forcément la mise en place de filière d'assainissement non collectif classique (notamment au tour de l'Eglise).

❖ **Aménagement du terrain**

La contrainte d'aménagement du terrain est une contrainte fréquente et forte. Elle regroupe les contraintes liées à l'organisation de la parcelle à savoir : la présence d'arbre (éloignement de plus de 3 m des ouvrages d'assainissement), le revêtement de la parcelle (bitume, dalle béton...), l'emplacement actuel des filières d'assainissement, l'encombrement de la parcelle....

L'encombrement du sous-sol (réseaux enterrés) est également à prendre en compte. Toutefois, cette contrainte est très difficile à apprécier.

➡ Comme le précédent critère, la contrainte d'aménagement concerne essentiellement le bâti ancien. La place disponible pour la filière d'assainissement se trouve fréquemment sur l'avant de la maison : zone roulante.

❖ **Contraintes techniques et accessibilité**

La mise en place d'un système d'assainissement non collectif requiert l'utilisation de matériels et engins encombrants. Elle doit donc faire face à la structure de l'habitat.

Une place disponible entre l'habitation et la rue ne sera pas concernée par cette contrainte.

Pour un terrain côté jardin, il faudra vérifier si l'amenée du matériel est possible (hauteur et largeur des accès, clôtures, lignes électriques aériennes...).

Cette contrainte touche particulièrement les maisons mitoyennes des « villages rue ».

➡ Sur la commune, quelques habitations pourraient présenter cette contrainte, notamment rue de l'Oratoire, du fait de mur en pierre surmontés de grilles.

❖ **Exutoire des eaux usées traitées**

L'existence d'un exutoire hydraulique superficiel ne préjuge en aucun cas de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif et du choix du dispositif d'assainissement non collectif.

Toutefois, en cas d'inaptitude des sols à la dispersion de l'effluent, une filière drainée sera obligatoire et un rejet vers le milieu hydraulique superficiel indissociable (plan d'eau, rivière ou ruisseau, fossés et réseau unitaire).

La distance entre la filière et l'exutoire superficiel est également à prendre en compte.

L'ensemble des habitations est desservie par le collecteur communal ou se trouve en bordure du ruisseau. Il n'existe pas de contrainte d'exutoire des eaux usées traitées.

❖ **Captage pour l'alimentation en eau potable**

L'article 18 de l'arrêté du 7 septembre 2009 interdit tout système d'assainissement non collectif à moins de 35 m d'un puits ou d'un captage servant à l'alimentation humaine en eau potable.

➡ Il n'existe pas de captage d'eau potable destiné à la consommation humaine déclaré sur la commune.

3.3.4 Contraintes de milieu

❖ **Topographie, relief**

La pente de la parcelle joue un rôle important dans la mise en place d'un assainissement non collectif :

- *Une pente supérieure à 15% engendre des difficultés supplémentaires de mise en œuvre avec obligation de créer des pentes artificielles.*
- *Une contre pente nécessite la mise en place d'un système de relevage.*

➡ Aucune habitation n'est concernée par la contrainte de pente trop importante


❖ **Zones inondables**

En présence de zones inondables, la mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement non collectif est à proscrire.

➡ pas forcément de zone inondable, mais présence d'eau dans le terrain

❖ **Géologie**

La géologie est l'élément de base préalable à l'évolution pédologique d'un sol et donc à son aptitude à l'assainissement non collectif.

 Terrains imperméables d'après les sondages réalisés.

4 Définition du zonage d'assainissement

4.1 Zone d'assainissement collectif

Le plan de zonage est présenté en annexe 3.

Sont zonés en assainissement collectif, l'ensemble des habitations du centre bourg à l'exception de la dernière habitation route d'Athesans.

A noter que *“La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif et non collectif (...) n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles. Ainsi, le classement d'une zone en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :*

- *ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;*
- *ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;*
- *ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L.332-6-1 du code de l'urbanisme.”*

(Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif).

4.1.1 Règle du service d'assainissement collectif

La commune est responsable de l'épuration des eaux strictement domestiques de sa commune. Sa responsabilité concerne le fonctionnement des installations (dispositif épuratoire, ouvrages et réseaux), la construction des équipements, leur entretien et leur renouvellement.

La commune doit prendre en charge la totalité des dépenses relatives au système d'assainissement collectif (sur domaine public) : réseaux, dispositif épuratoire, traitement et évacuation des boues.

Les dépenses du service (investissement et fonctionnement) font l'objet d'un budget séparé du budget général, équilibré au travers du prix de l'eau (partie assainissement).

De son côté l'utilisateur doit respecter le règlement d'assainissement Le règlement d'assainissement collectif type est présenté en annexe 6.

Le règlement sanitaire départemental et le Code de la Santé Publique s'appliquent néanmoins.

Le code de la santé publique (articles 1331-1 et 1331-5) fixe également des engagements de l'utilisateur du service.:

- L'obligation de raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitude de passage, dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte, *Toutefois, pour certaines catégories d'immeubles, le maire peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation de raccordement,*
- L'obligation pour les immeubles non raccordés d'être dotés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire fait régulièrement assurer l'entretien et la vidange afin d'en garantir le bon fonctionnement,
- L'obligation de mettre, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, et ce par les soins et aux frais des propriétaires.

4.1.2 Travaux et investissement en zone d'assainissement collectif

Dans le cadre de l'étude de 2019, 3 solutions d'assainissement ont été étudiées :

- une solution d'assainissement collectif avec création d'un dispositif épuratoire sur le territoire communal (solution 1)
- une solution d'assainissement collectif, avec le raccordement des eaux usées sur Villersexel (solution 2)
- une solution d'assainissement non collectif (solution 3).

La solution n°1 nécessite la mise en place d'un dispositif épuratoire hors zone inondable et humide.

La commune est propriétaire du terrain adéquate à l'entrée Sud du village.

Les travaux consisteraient en:

- la pose d'un réseau séparatif en grande partie sur l'ensemble du village sur environ sur 2 650 m
- la mise en place de 103 boîtes de branchement et raccordement au réseau
- la création d'un dispositif épuratoire de type filtres plantés de roseaux ou autre d'une capacité de traitement de 250 habitants

Le coût de la solution n°1 est estimé à 1 088 800 €HT.

(auxquels doivent être ajoutés les frais de maîtrise d'œuvre et d'études diverses et l'achat du terrain)

La solution n°2 est sensiblement identique. Les habitations desservies sont les mêmes.

Les eaux usées sont refoulés du point bas du village vers le réseau d'assainissement de Villersexel via le réseau de Saint Sulpice (soit 2 250 m). Les eaux usées sont traitées par la station d'épuration de Villersexel.

Le coût de la solution 2 est estimé à 1 206 750 €HT.

(auxquels doivent être ajoutés les frais de maîtrise d'œuvre et d'études diverses)

Cette solution n'est envisageable qu'avec l'accord des communes de Saint Sulpice et Villersexel et des modifications techniques à apporter sur le poste de Saint Sulpice.

De plus le traitement des eaux usées sur Villersexel serait assujéti une participation à l'investissement et au fonctionnement des ouvrages de Saint Sulpice et Villersexel.

Solution 3 : Assainissement non collectif :

Au vu des diagnostics des assainissements non collectif réalisés en 2012 par la Communauté de Communes, 5387 filières d'assainissement pourraient devoir être réhabilitées à plus ou moins court terme.

Le coût moyen de la réhabilitation d'une filière d'assainissement est compris entre 8 000 et 12 000 €HT suivant les contraintes.

Au vu des contraintes comme la présence de la nappe à faible profondeur sur la partie basse du village et les zones roulantes pour d'autres habitations, le coût moyen de 10 000 €HT par réhabilitation est retenu en vue du comparatif.

Le coût global des réhabilitations des filières d'assainissement non collectif est estimé à 870 000 €HT.

Aucune subvention pour l'assainissement non collectif.

	Scénario 1		Scénario 2		Scénario 3	
Description	Création d'un réseau d'assainissement sur desservant l'ensemble des habitations (sauf écarts) Dispositif épuratoire communale		Création d'un réseau d'assainissement sur desservant l'ensemble des habitations (sauf écarts) Transfert et traitement des eaux usées sur Villersexel		L'ensemble du village est placé en assainissement non collectif Travaux à la charge des particuliers	
	Coût HT	% subventions potentielles attendues	Coût HT	% subventions potentielles attendues	Coût HT	% subventions
Montant des travaux + maîtrise d'œuvre et divers	1 175 800	40%	1 302 750	40%	870 000	0
Montant des subventions attendues	470 320		521 000		0	
Reste à la charge de la commune	705 480		781 650		0	
Charge propriétaire sur une facture d'eau - base facturation de 120 m3	Déconnexion ANC – séparation EU-EP : 2 500 € Impact Redevance assainissement : 696 €		Déconnexion ANC – séparation EU-EP : 2 500 € Impact Redevance assainissement : 952.80€		10 715 € + entretien filière (100 €/an minimum) Soit 528 €/an sur 25 ans	

Remarque

Aides potentielles selon le 11^{ème} programme AERMC et les taux en vigueur sous réserves de changement

4.1.3 Incidences financières en zone d'assainissement collectif

Le Conseil Municipal s'oriente vers la solution d'assainissement collectif avec transfert des eaux usées sur un dispositif épuratoire communal (solution n°1).

Le tableau récapitule l'estimation des investissements et frais de fonctionnement de la solution n°1

		Solution 2 collectif intercommunal
Tableau récapitulatif des investissements	Coût des travaux €HT	1 088 800
	Frais de MO	87 000
Subventions	<i>Aides potentielles attendues le 11^{ème} programme AERMC et les taux en vigueur sous réserves de changement</i>	40%
Reliquat à charge de la commune		705 480 €HT
Fonctionnement et Maintenance		Estimation coût d'exploitation dispositif épuratoire Total : 4 500 €HT

Sous domaine privé, les particuliers devront séparer les eaux usées et pluviales (seules les eaux usées devront être raccordées sur le nouveau réseau, les eaux pluviales continuant de s'écouler dans le réseau existant, le ruisseau ou le sol).

Les fosses septiques et autres installations d'assainissement non collectif devront être déconnectées.

4.2 Zone d'assainissement non collectif

4.2.1 Délimitation de la zone d'assainissement non collectif

Les habitations non desservies par le réseau d'assainissement sont classées en assainissement non collectif. Cela concerne :

- L'habitation récente localisée à l'entrée Nord du village en direction d'Athesans.

Cette habitation est zonée en assainissement non collectif du fait de leur éloignement du futur réseau d'assainissement, localisée de l'autre côté d'un fossé. De plus cette habitation récente est équipée d'un assainissement non collectif aux normes.

4.2.2 Travaux et investissement en zone d'assainissement non collectif

Les constructions actuelles et futures situées en zone d'assainissement non collectif doivent être équipées d'un système d'assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur au moment de leur construction, régulièrement entretenu et en bon état de fonctionnement et n'engendrant ni risque sanitaire ni environnemental avéré.

Article L 1331-1-1 du Code de la Santé Publique « Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire fait régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement ».

Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés.

Article 2 de l'arrêté du 7 septembre 2009 : «Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique....

Tout dispositif de l'installation accessible en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et éviter tout contact accidentel avec les eaux usées.

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles, particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine

l'implantation d'une installation d'assainissement non collectif telle que définie à l'article 1er est interdite à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine.

Les installations mettant à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface de la parcelle des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux et doivent être implantées à distance des habitations de façon à éviter toute nuisance. ... ».

Article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié : «Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet de manière à assurer :

- leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;
- le bon écoulement des eaux usées et leur bonne répartition, le cas échéant sur le massif filtrant du dispositif de traitement;
- l'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.

En application L. 2224-8 du code général des collectivités, une vérification ou un diagnostic des installations doit être réalisé par la collectivité avec une périodicité n'excédant pas 10 ans.

La commune de Villafans a délégué les compétences SPANC à la communauté de communes du Pays de Villersexel

En cas d'installations présentant des dangers pour la santé des personnes et/ou un risque avéré de pollution de l'environnement, le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans suivant sa réalisation (article 4 de l'arrêté du 27/04/2012 – relatif aux modalités d'exécution du contrôle) ou 1 an pour l'acquéreur dans le cadre d'une vente immobilière.

4.2.3 Filières d'assainissement réglementaire

L'assainissement non collectif est soumis aux textes réglementaires suivants :

- l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif,
- l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif

La mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif doit répondre au DTU 64.1. (norme NF – août 2013).

L'article 3 de l'arrêté du 7 septembre 2009 impose que les systèmes mis en œuvre permettent le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères. Cependant, l'article 4 précise que « le traitement séparé des eaux vannes et eaux ménagères peut être mis en œuvre dans le cas de réhabilitation d'installations existantes conçues selon cette filière ».

Le dispositif d'assainissement réglementaire est constitué :

- soit d'un système de prétraitement et d'un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol
- soit d'installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé.

Les eaux usées traitées sont évacuées préférentiellement dans le sol sous jacent ou juxtaposé. Elles peuvent être réutilisées pour l'irrigation (sans stagnation ni ruissellement) ou évacuées dans le milieu hydraulique superficiel (avec autorisation du gestionnaire).

Réglementairement, l'épandage souterrain doit être privilégié sur les autres techniques (si les contraintes physiques du sol le permettent, ce qui n'est pas le cas dans la majorité de la commune).

4.2.4 Incidence financière en zone d'assainissement non collectif

En matière d'assainissement non collectif, « *III.-Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :*

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une

vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans. (article L.2224-8 III du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le particulier se doit de respecter règlement du SPANC

Toute habitation venant à être construite en zone d'assainissement non collectif devra être équipée d'un système d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur (art. L.1331-1 du Code de la Santé Publique).

En cas d'installations présentant des dangers pour la santé des personnes et/ou un risque avéré de pollution de l'environnement, le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans suivant sa réalisation (article 4 de l'arrêté du 27/04/2012 – relatif aux modalités d'exécution du contrôle) ou 1 an pour l'acquéreur dans le cadre d'une vente immobilière.

Dans le cas de non-conformité (installations incomplètes, ou significativement sous-dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs) sans danger pour la santé des personnes ou risque avéré de pollution de l'environnement, les travaux de mise en conformité sont à réaliser en cas de vente uniquement par l'acquéreur (délai 1 an).

Lors d'une vente, en cas d'installation non conforme, l'acquéreur aura 1 an pour réhabiliter la filière d'assainissement.

Les coûts de mise en place d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme et les frais d'entretien seront financés par le particulier.

4.2.5 Règles du service d'assainissement non collectif

La commune a délégué ses compétences en matière d'assainissement non collectif au SPANC de la communauté de communes du Pays de Villersexel.

Le SPANC a un rôle de conseils auprès des usagers.

Le règlement d'assainissement non collectif qui s'applique sera celui de la nouvelle communauté de communes (annexe 5).

Quelque soit le règlement :

- Le SPANC est tenu d'assurer le service d'instruction de la conception et du contrôle du bon fonctionnement des systèmes d'assainissement non collectif.
- La commune conserve dans tous les cas son pouvoir de Police : le maire est chargé du respect de la salubrité publique dans sa commune.

4.3 Gestion des eaux pluviales

La commune n'a pas fait l'objet d'un zonage pluvial.

La réalisation d'un zonage pluvial est réservée aux zones à enjeux, là où « des mesures doivent être prises » pour maîtriser le ruissellement ou bien là « où il est nécessaire de prévoir des installations » pour assurer la collecte et le stockage des eaux pluviales, pour lutter contre des pollutions engendrées par les dysfonctionnements des systèmes d'assainissement.

La collectivité n'a pas identifié de telles zones sur son territoire. Il n'y a donc pas l'obligation de réaliser un tel zonage.

Lexique et abréviations

Assainissement collectif :

Il est constitué par un réseau public de collecte et de transport des eaux strictement domestiques vers un ouvrage d'épuration. Il a pour objectif de collecter et d'épurer les eaux strictement domestiques avant de les rejeter dans le milieu naturel..

Assainissement non collectif :

L'assainissement non collectif, dénommé également assainissement autonome ou assainissement individuel, des bâtiments d'habitation est un dispositif mis en œuvre pour le traitement et l'évacuation des eaux usées non raccordées au réseau d'assainissement collectif. Il répond à l'arrêté du 67 septembre 2009.

Dalot :

Canalisation ancienne rectangulaire réalisée en pierres sèches.

Déversoir d'orage :

Ouvrage permettant par temps de pluie de limiter le débit transitant dans le réseau aval.

Dispositif épuratoire :

Ouvrage permettant le traitement des eaux usées domestiques et industrielles.

Eaux claires parasites (ECP) :

Eaux s'infiltrant dans le réseau d'assainissement, ou bien rejetées dans celui-ci. Il s'agit d'apports distincts des eaux pluviales.

(ECP possibles : source, drainage, trop plein de puits, ancienne fontaine ...raccordés sur le réseau).

Eaux pluviales (EP):

Eaux de pluie ruisselant sur toutes surfaces imperméables et pouvant se rejeter dans le réseau d'assainissement.

Eaux usées domestiques :

Eaux ménagères (eaux provenant des salles de bains, cuisines, buanderies, lavabos) et eaux de vannes (eaux provenant des WC), y compris le cas échéant, les produits de nettoyage ménager ou d'entretien des sanitaires mélangés à ces eaux.

Equivalent habitant : (E.H.)

Notion utilisée pour exprimer la charge polluante d'un effluent par comparaison avec celle d'un habitant.

Réseau d'assainissement unitaire :

Un réseau d'assainissement unitaire recueille les eaux usées domestiques, et les eaux pluviales et assimilées comme telles (eaux d'arrosage, de lavage de voies publiques et privées, de jardins...) et les achemine vers un système de traitement.

Réseau d'assainissement séparatif :

Un réseau d'assainissement séparatif est formé de deux réseaux en parallèle :

- un réseau d'eaux usées domestiques qui recueille et achemine les eaux usées domestiques vers un système de traitement ;
- un réseau d'eaux pluviales qui recueille et achemine vers un exutoire superficiel ou un bassin de pollution les eaux pluviales et assimilées comme telles (eaux d'arrosage, de lavage de voies publique et privées, de jardins...).

Taux de dilution :

Rapport entre le débit journalier des eaux claires parasites et le débit des eaux strictement domestiques.

ZNIEFF

C'est une portion du territoire dans laquelle les experts scientifiques ont identifié des éléments remarquables du patrimoine naturel. Une méthodologie d'inventaire, établie au niveau national, garantit la comparaison possible des résultats sur l'ensemble du territoire français.

Une ZNIEFF est une zone d'intérêt écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels, une zone d'intérêt faunistique et floristique, constituant le milieu de vie et l'habitat naturel d'espèces animales et végétales rares et caractéristiques du patrimoine naturel régional.

Une ZNIEFF de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes. Elle abrite au moins une espèce ou un habitat déterminant. D'une superficie généralement limitée, souvent incluse dans une ZNIEFF de type II plus vaste, elle représente en quelque sorte un « point chaud » de la biodiversité régionale

Une ZNIEFF de type II est un grand ensemble naturel riche ou peu modifié, ou qui offre des potentialités biologiques importantes. Elle peut inclure une ou plusieurs ZNIEFF de type I. Sa délimitation s'appuie en priorité sur son rôle fonctionnel. Il peut s'agir de grandes unités écologiques (massifs, bassins versants, ensemble de zones humides, etc.) ou de territoires d'espèces à grand rayon d'action.

ANNEXES

ANNEXE 1

Plan des réseaux d'eaux pluviales

ANNEXE 2

Schéma de solution d'assainissement collectif

ANNEXE 3

Plan de zonage d'assainissement

ANNEXE 4

Règlement du SPANC (CCPV)

ANNEXE 5

Arrêté préfectoral portant décision au cas par cas en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement du zonage d'assainissement de Villafans

ANNEXE 6

Règlement du service d'assainissement collectif (projet)

ANNEXE 7

Délibération du Conseil Municipal concernant la proposition du plan de zonage d'assainissement